ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique familiale

Question au Gouvernement n° 934

Texte de la question

POLITIQUE FAMILIALE

M. le président. La parole est à Mme Virginie Duby-Muller, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Virginie Duby-Muller. Monsieur le Premier ministre, permettez-moi de vous rappeler, préalablement à ma question, que les précédentes réformes des retraites, menées en 1993, 2003, 2008 et 2010 ont été conduites par la droite, là où la gauche faisait seulement des Livres blancs et des colloques ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Plusieurs députés du groupe SRC. Quel a été le résultat ?

Mme Virginie Duby-Muller. Les mesures que vous avez arrêtées hier en matière de politique familiale sont catastrophiques. Elles relèvent moins de la vision d'avenir que l'on attend d'un Président de la République et d'un Premier ministre, que de la vision purement comptable d'un chef de bureau à la direction du budget.

Vous prenez sciemment le risque de démanteler une politique familiale qui fonctionne bien - et qui est saluée à l'étranger -, avec une démographie dynamique, grâce notamment au meilleur taux de natalité d'Europe, et un taux d'activité des femmes élevé.

Plutôt que de conforter cette dynamique, vous faites le choix de faire des familles un punching-ball fiscal, en attaquant non seulement les familles aisées, mais aussi celles des classes moyennes. Il y a quinze jours, le Président de la République disait pourtant : " Plus de hausses d'impôts. ". Aujourd'hui, par manque de courage, vous faites les poches des familles, à hauteur de 1 milliard d'euros !

M. Jean-Claude Perez. Nous disons non aux privilèges !

Mme Virginie Duby-Muller. En outre, je m'étonne du silence assourdissant de Mme la ministre chargée des droits des femmes. En raccourcissant drastiquement, de six mois, le congé parental pour le premier enfant, vous vous en prenez directement aux femmes. Vous attaquez un dispositif qui leur permet de conjuguer vie familiale et vie professionnelle ! *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.)* Vous pénalisez donc les femmes actives alors que par ailleurs vous voulez promouvoir la parité : quel manque de cohérence !

Quant à vos promesses de créations de places de crèche, ce sont des mots, des paroles, bref, du vent. Croyez-vous sérieusement que les communes vont investir au moment où vous diminuez leurs dotations de 4,5 milliards d'euros - en vous essuyant les pieds, là encore, sur les engagements de M. Hollande ?

En conclusion, j'ai envie de vous dire : ne touchez pas aux familles ! La France n'a peut-être pas de pétrole mais elle est riche de femmes, d'hommes, de parents et d'enfants. Vous devriez le savoir, au moment même où *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP)*...

M. le président. Merci.

La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de la famille.

Mme Dominique Bertinotti, *ministre déléguée chargée de la famille.* Madame la députée, je me tourne vers vous et vers les rangs de la droite pour vous appeler à beaucoup plus de modestie ! *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* Vous devriez avoir la mémoire moins courte, et vous rappeler des propos tenus au sein de vos propres rangs. Ainsi, par exemple, Bruno Le Maire expliquait qu'il était favorable à la fiscalisation des allocations familiales. Je le cite : " Je l'ai proposé en 2011, et je n'ai pas changé d'avis. Je sais que je suis minoritaire au sein de ma famille politique sur ce sujet, mais je suis attaché à notre système de protection sociale ".

M. Christian Jacob. Mais ce n'est pas une réponse, enfin !
Mme Dominique Bertinotti, *ministre déléguée.* Je voudrais aussi citer Xavier Bertrand :...
Mme Claude Greff. C'est donc que vous n'avez pas grand-chose à dire vous-même !
Mme Dominique Bertinotti, *ministre déléguée.* ..." Le discours de vérité, c'est qu'on ne fera croire à personne que dans les années qui viennent, on pourra donner tout à tout le monde. Si on veut tenir un discours de vérité, il faut dire que dans les années qui viennent, pour les Français les plus riches, les plus fortunés, les plus aisés, il ne faudra plus verser les allocations familiales. " Vous voyez donc que le débat a lieu dans vos propres rangs.
M. Philippe Meunier. C'est nul ! C'est lamentable !
Mme Dominique Bertinotti, *ministre déléguée.* Je pourrais également citer des propos d'Alain Juppé qui sont sur ces mêmes positions.
M. Philippe Meunier. Alain Juppé n'est plus député !
Mme Dominique Bertinotti, *ministre déléguée.* Tous justifiaient ces positions au nom de la défense de notre système de protection sociale. Chez vous, cela n'est resté que des mots ; chez nous, ce sont des actes ! Je vous rappelle que cela concernera moins de 12 % des familles, les plus aisées.
Il faudrait rappeler les sondages qui démontrent que l'opinion publique est favorable à ce que notre système de protection sociale, en ces temps de crise et de précarisation, s'adresse d'abord à ceux qui en ont le plus besoin.
Quant aux places de crèche, pensez-vous pouvoir, en tant que maire, mener une politique en expliquant à vos concitoyens que vous ne ferez rien à ce sujet ? Je vous donne rendez-vous aux municipales, en 2014 !
(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)
M. Philippe Meunier. Zéro !

Données clés

Auteur : Mme Virginie Duby-Muller
Circonscription : Haute-Savoie (4e circonscription) - Les Républicains
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 934
Rubrique : Famille
Ministère interrogé : Famille
Ministère attributaire : Famille

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 6 juin 2013
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 6 juin 2013